Séance publique du 27 novembre 2000

Délibération n° 2000-5924

commission principale : domaine et administration générale

commune (s) : Lyon 3°

objet : **Cession, à la Ville, de l'immeuble communautaire situé 35, rue Ferdinand Buisson**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière -
Service opérationnel - Subdivision sud

Le Conseil,

Vu le rapport du 8 novembre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Suivant un acte authentique en date du 10 janvier 1992, la Communauté urbaine s'est rendue propriétaire, par voie de préemption, d'un immeuble situé 35, rue Ferdinand Buisson à Lyon 3° et appartenant, à l'époque, aux époux Joly.

Il s'agit d'une maison d'habitation élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, d'un bâtiment à usage d'entrepôt ainsi que de la parcelle de terrain cadastrée sous le numéro 48 de la section CV pour une contenance de 529 mètres carrés sur laquelle sont édifiées ces constructions.

Il convient de préciser que ledit immeuble avait été acquis pour la création d'une voie nouvelle dans le cadre du prolongement de la rue Viala à Lyon 3°, lequel projet de voirie a été abandonné depuis au plan d'occupation des sols.

Or, en vue de l'aménagement d'une crèche et d'une halte-garderie, la Ville s'étant portée acquéreur du tènement communautaire en cause, la rétrocession de celui-ci peut être effectuée sans inconvénient, conformément aux dispositions de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme pour permettre la réalisation d'équipements collectifs.

Aux termes du projet d'acte qui est présenté au Conseil, la cession, par la Communauté urbaine à la ville de Lyon, des biens dont il s'agit, libres d'occupation, interviendrait moyennant le prix de 900 000 F correspondant à l'estimation du service des domaines ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'acte authentique d'acquisition en date du 10 janvier 1992 ;

Vu l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Oùï l'avis de sa commission domaine et administration générale ;

DELIBERE

1° - Approuve ledit projet d'acte.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'acte authentique définitif à intervenir et destiné à permettre la régularisation de cette affaire.

3° - Le montant de cette cession fera l'objet des mouvements comptables suivants :

- produit de la cession : 900 000 F : en recettes - compte 775 100 - fonction 824 ;

- sortie du bien du patrimoine communautaire : 1 671 753,01 F :

. en dépenses : compte 675 100 - fonction 824,

. en recettes : compte 211 800 - fonction 824 ;

- moins-value réalisée sur la vente du bien : 771 753,01 F :

. en dépenses : compte 190 000 - fonction 824,

. en recettes : compte 776 100 - fonction 01.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,